

*Cette transcription est un extrait du Direct proposé par la Fondation UVED en octobre 2024, faisant intervenir Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.*

Ce qui se passe dans la période actuelle, c'est une forme de retour de l'imagination démocratique, une forme de multiplication, d'expérimentation, de propositions, d'initiatives, d'outils très novateurs pour faire participer les citoyens. En fait, on a tout à disposition. On sait comment faire participer les citoyens, mais personne ne veut les faire participer. Il y a des pays, par exemple la Belgique, il y a des expérimentations absolument passionnantes d'assemblées citoyennes tirées au sort. Moi, j'ai participé par exemple à une expérience d'assemblée populaire du Rhône. Il y a des tas d'initiatives qui me paraissent très porteuses. Simplement, elles ne sont pas relayées de manière massive par les acteurs politiques et les acteurs politiques tentent plutôt de les freiner, hein. Il y a un certain nombre de verrous, on pourra en reparler, qui s'opposent au déploiement de ces dispositifs.

Alors, il y a quatre choses que l'on peut faire. Il y a quatre pistes que l'on peut envisager. La première piste, je l'ai déjà déflorée, c'est repenser le processus de décision politique à travers la délibération. Et donc, je vous ai défini la délibération, c'est quand il y a une décision, un choix à faire, on associe tous les citoyens et au-delà des citoyens, j'y reviendrai, à tous les affectés au processus de décision. Alors, comment le faire ? Bon, maintenant on connaît un peu les assemblées citoyennes tirées au sort, mais on peut faire à toutes les échelles et de différentes manières. Alors, en couplant par exemple une assemblée tirée au sort avec un référendum, c'est ce qu'aurait pu faire la convention citoyenne pour le climat. C'est ce que je souhaitais. En tout cas, pour ma part, là, on s'assure du soutien réel de l'ensemble des citoyens à des décisions qui peuvent être importantes. Donc, on s'assure de la légitimité, des changements nécessaires à venir vers plus de sobriété, vers plus de justice dans l'accès aux ressources etc. Alors, cette délibération donc, elle fait l'objet d'une littérature innombrable. Elle fait l'objet de l'expérimentation multiple. Un organisme aussi sérieux que l'OCDE a parlé de vague délibérative dans un rapport de 2020. Il y a des centaines d'assemblées à toutes les échelles locales, nationales voire même globales qui ont été mises en place. Et pour l'instant, malheureusement, malgré des expériences spectaculaires, quelques réussites, par exemple, je pense aux assemblées citoyen irlandais qui ont été couplées à des référendums. Ces expériences sont trop peu nombreuses, trop peu influentes sur le processus de décision et la résistance des gardiens du statut quo du capitalisme et de la démocratie représentative est trop fort pour que ça change la donne. Ça donne le change, mais ça ne change pas la donne.

Pour reprendre une expression qu'on utilise parfois dans le domaine de.... et on le voit bien à l'échelle nationale en France, on multiplie les annonces en matière de participation mais on voit bien que c'est faire en sorte que tout change pour que rien ne change. Je reprends là

encore une phrase qui permet véritablement de caractériser quelquefois la frustration qu'engendrent ces démarches (pensez au grand débat, pensez à la convention citoyenne) chez les citoyens, aggrave le mal que ces démarches pouvaient, étaient censé résoudre.

Deuxième piste, repenser les lieux de la démocratie, repenser les échelles de la démocratie. Ce qui se joue aujourd'hui dans nos sociétés, c'est une forme de tournant communaliste. Alors, avec cette idée ou de tournant municipaliste, mais l'idée de communalisme est intéressante parce que ça renvoie à la fois à un mouvement intellectuel et à des expériences. Ce mouvement intellectuel, c'est l'idée de communs bien évidemment, c'est le fait qu'aujourd'hui il faut penser la gouvernance démocratique des communs dans les territoires, de ce nous dépendons avec des formes de responsabilisation, de responsabilisation des usagers de ces communs. Et donc voilà quelques éléments de perturbation et ces communs peuvent être pris en charge à l'échelle de commune. Donc il y a grosso modo l'idée derrière tout ça, c'est l'idée que c'est à l'échelle locale qu'on peut changer les choses, et à l'échelle locale qu'on peut préserver ce qui nous reste de vivant, où on peut... et par ex et l'autre vocabulaire qui décrit cet idéal, c'est l'idée d'un municipalisme, d'un municipalisme libertaire. Il y a un grand penseur aujourd'hui qui a une influence réelle sur les expériences qui est Murray Bookchin, qui est un penseur anarchiste américain qui nous dit "On va pouvoir à la fois approfondir la démocratie, expérimenter la démocratie et sauver la nature à travers à travers des expériences municipales ». Les difficultés, elles sont innombrables. Il y a la question de l'institutionnalisation de ces dispositifs dans un contexte juridique et politique qui leur sont hostiles. On pourrait y ajouter par exemple les expériences de ZAD où il s'agit bien là de mettre en commun un espace, un territoire, et de s'auto-organiser. Mais très peu d'expériences d'institutionnalisation probante y compris à l'échelle internationale. Le Rojava, le Kurdistan syrien évidemment, pour des raisons géopolitiques liées à un contexte de guerre, est une expérience qui est en train de disparaître. Le Chiapas au Mexique, même chose, le mouvement zapatiste est affaibli. Donc on a très peu d'expériences probantes. Et puis il y a une vraie il y a deux autres difficultés. Il y a la question du fédéral. Comment penser la fédération de ces expériences ? Faire en sorte qu'elles ne fonctionnent pas comme des entités isolées. C'est pas du tout une évidence dans le système qui est le nôtre à partir de l'État-nation, qui est celui qui assure pour l'instant toutes les formes d'interdépendance et de solidarité. Donc il y a une vraie, il y a une vraie problématique de fédéralisation de ces mouvements. Et puis il y a la question de l'urgence. Est-ce que finalement si on ne s'occupe pas du niveau national et à fortiori de ce qui se joue à l'échelle européenne ou à l'échelle globale, est-ce que tout cela permettra véritablement de sauvegarder un monde commun à une période où tous les paramètres de nos conditions d'existence se dégradent ?

Troisième piste, c'est celle sur laquelle je travaille et que j'accompagne, c'est la question de repenser le processus de représentation politique. C'est ce qu'on pourrait appeler la voix de la démocratie du vivant de deux manières. La première, on l'a déjà fait. Effectivement, cette vision archaïque de la représentation dans laquelle on délègue à des gouvernants le soin de parler, d'agir en notre nom, cette vision archaïque aujourd'hui est dépassée. Il y a plein de

citoyens qui n'y croient plus, qui ne veulent plus déléguer leur pouvoir. Mais il y a aussi la nécessité de penser une extension du processus de représentation et d'abandonner une vision anthropocentrée de la représentation. Lorsque je parlais de la représentation de tous les affectés, j'envisageais bien évidemment le non humain dont nous dépendons, les entités naturelles de la survie desquelles notre propre survie dépend. Donc, il est impératif d'assurer une représentation du vivant dans l'ordre politique et dans l'ordre juridique. Dans l'ordre juridique, la reconnaissance de la personnalité politique de certains fleuves a été admise : en Colombie, en Nouvelle-Zélande etc. On commence dans la constitution équatorienne, on commence à faire une place au vivant, au vivant non humain dans l'ordre juridique, mais il faut penser aussi à cela dans l'ordre politique sous forme d'assemblée citoyenne, de parlement : Parlement de Loire, Assemblée populaire du Rhône, il y a une nécessité de réflexion, d'imagination institutionnelle. Et pour moi, c'est quelque chose qui m'importe particulièrement. On est très loin véritablement d'avoir conceptualisé de manière suffisante le changement de nos institutions qui serait nécessaire pour que nous fissions une place aux intérêts du vivant par opposition aux intérêts économiques et financiers humains qui aujourd'hui dominant dans le processus de décision.

Et puis dernier point et j'en terminerai par là et on aura 20 minutes de discussion : repenser la notion même de liberté politique. Ça c'est un point, un point essentiel. Repenser la notion même de liberté politique à travers la participation. Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est qu'aujourd'hui nous citoyens sommes des consommateurs. Consommateurs de discours politiques mais aussi consommateurs de services, de biens qui ont fini par nous emprisonner, c'est-à-dire qui ont fini par nous rendre esclaves. Et une des voix aujourd'hui de la révolution démocratique qu'il importe d'accomplir, c'est l'idée d'une démocratie du faire. C'est celle que caresse par exemple une sociologue comme Geneviève Pruvost qui dit "Ça n'est qu'en nous libérant par l'action, par la participation des esclavages dans lesquels le système capitaliste et la démocratie représentative nous ont placé." C'est-à-dire, on est dans une position de suggestion, hein, pure et simple puisque nous ne sommes plus en possibilité d'agir que nous pourrions retrouver des formes d'autonomie. Et associé à l'idée de commun, l'idée de commun implique une dimension de responsabilité. Nous avons en charge ces communs. Je pense que cette démocratie du faire, cette politique du faire puisque la politique du discours évidemment elle n'impacte plus véritablement. Elle n'a pas d'effet véritablement et beaucoup de gens s'en éloignent. Donc par la contribution, par l'agir, par ce que Geneviève Pruvost appelle « la politisation du moindre geste », nous pouvons peut-être reprendre le pouvoir et reconstruire la démocratie. Mais nous en sommes très loin. La montée en puissance de l'extrême droite aujourd'hui dans nos sociétés nous fait aller collectivement aux antipodes de ces évolutions. Il y a une brutalisation, je le disais, du débat politique. Quand la peur envahit chacun d'entre nous, il est de moins en moins vraisemblable que nous puissions continuer à agir de manière démocratique. Et voilà, je vous ai dit tout à l'heure, l'optimisme de la volonté n'empêche pas le pessimisme de la raison. Et il y a un vrai pessimisme de la raison dans la situation actuelle à quelques jours des élections européennes.